INSTITUT SYNOPIA
Gouvernance & Souverainetés

Stratégie Afrique 2027 — Épisode 1 : Agir ou attendre ?

Paris, novembre 2026. À six mois du scrutin, le candidat reçoit à dîner Ousmane, son ami depuis leurs années d'études. Né au Sahel, ancien ministre des Finances de son pays, en Afrique de l'Ouest francophone, il dirige aujourd'hui une fondation qui forme de jeunes entrepreneurs de Dakar à Abidjan. Il partage sa vie entre sa capitale et Paris. Il connaît la France de l'intérieur. Nous les retrouvons au moment du café, quand la conversation glisse vers la campagne.

Ousmane est un personnage fictif : il réunit les voix entendues par notre groupe de travail.

Ousmane. J'ai lu ton projet de programme et j'ai cherché l'Afrique. Je l'ai trouvée une fois, au chapitre des migrations.

Le candidat. Tu as bien lu, et je l'assume. Tous les matins, les Français me parlent de leurs fins de mois, de l'insécurité, de la dette qu'on laisse à leurs enfants. Je n'ai jamais croisé, sur un marché, quelqu'un qui m'interroge sur Bamako. Si j'arrive avec une grande ambition africaine, on me reprochera de m'occuper des autres avant de m'occuper d'eux.

Ousmane. Bien sûr qu'ils te parlent d'Afrique, mais pas avec ces mots-là. Quand ils te parlent d'insécurité, une partie de la drogue vendue dans leur quartier a transité par le golfe de Guinée. Quand ils te parlent d'immigration, ils te parlent de nous. Regarde une carte : quatorze kilomètres nous séparent à Gibraltar. Ce qui se passe chez nous finit toujours par arriver chez vous. Et l'histoire a fait le reste : une langue, des familles des deux côtés, des millions de Français dont les parents sont nés sur notre continent. Cette proximité ne se négocie pas, elle s'impose. Et ceux qui l'ignorent finissent toujours par la subir.

Le candidat. Les destins mêlés, je connais. Je l'ai entendu dans tous les sommets depuis trente ans. Ce discours a surtout servi à justifier des dépenses dont personne n'a jamais mesuré l'effet.

Ousmane. Alors oublie les sommets et regarde la démographie. Deux milliards et demi d'Africains en 2050, en majorité de moins de vingt-cinq ans. En face, une Europe qui vieillit et qui manque déjà de bras. Nos deux rives grandiront ensemble ou rétréciront ensemble. Je ne connais aucun scénario où l'une s'en sort pendant que l'autre s'enfonce.

Le candidat. Le moment est-il bien choisi ? Le Mali, le Burkina, le Niger nous ont demandé de partir et nous sommes partis. Le Tchad et le Sénégal nous ont demandé de fermer nos bases militaires. Sur les réseaux, la France est accusée de tout. Je respecte leur souveraineté : s'ils ne veulent plus de nous, je ne vais pas forcer la porte. Laissons passer quelques années. On reconstruira quand les esprits se seront apaisés.

Ousmane. Tu crois que le temps va réparer ça tout seul ? Vous avez démonté l'ancien système, et il fallait le faire. Mais vous n'avez rien proposé à la place. Et soyons honnêtes, ces dernières années n'ont rien arrangé. Des départs militaires subis plutôt que choisis, des responsables africains reçus sans égards, des visas refusés à nos étudiants, des gestes pensés pour Paris plus que pour nous. Pendant que vous attendiez, d'autres ont pris la place. Le temps ne cicatrise rien, il profite à ceux qui sont restés.

Le candidat. Ceux qui sont restés, ce sont les mercenaires russes. Je ne vois pas ce que vos peuples y gagnent. Et franchement, cette hostilité me laisse perplexe. Nous avons formé vos cadres, financé vos routes, envoyé nos soldats mourir au Sahel pour vous protéger des djihadistes. Et on nous traite encore de colonisateurs.

Ousmane. *(Doucement.)* Écoute ce que tu viens de dire. « Vos cadres », « vos routes », « pour vous protéger ». C'est exactement ce que les gens entendent chez nous. La colère ne vise pas seulement l'Élysée, les bases militaires ou le franc CFA. Elle vise ce ton : cette façon de savoir mieux que nous ce qui est bon pour nous, de nous demander ce que vous ne demandez ni à Pékin ni aux pays du Golfe. Vous ne l'entendez même plus. Chez nous, beaucoup le vivent comme du mépris. Mais regarde à qui elle s'adresse, cette colère : à l'État français, pas aux Français. Mon neveu passe ses soirées à dénoncer la France sur les réseaux et en septembre, il a déposé un dossier pour une école d'ingénieurs à Lyon. Tant qu'il est en colère, il attend encore quelque chose de vous. Le jour où il haussera les épaules, vous l'aurez perdu.

Le candidat. *(Il sourit malgré lui.)* Et combien de temps faudra-t-il à ton neveu pour hausser les épaules ?

Ousmane. Moins de dix ans. Ailleurs, les jeux sont faits : les Amériques gravitent autour de Washington, l'Asie s'organise entre Pékin et New Delhi. Chez nous, tout se négocie encore. Les alliances se cherchent, les rapports de force se dessinent, il existe encore une marge de manœuvre. Quand tout sera figé, il sera trop tard pour agir. Les Russes, les Chinois, les Turcs, les Émiratis sont venus avec des offres concrètes. Quand j'étais ministre, une délégation chinoise m'a présenté en une semaine un projet de port, son financement et son calendrier. Le dossier français équivalent attendait encore une décision l'année suivante. Dans moins dix ans, nos pays auront choisi leurs partenaires. Vous pourrez revenir, mais en second choix.

Le candidat. Je vais te répondre comme je répondrai à mes électeurs. L'Afrique pèse quelques pour cent de notre commerce extérieur. C'est un continent où un coup d'État peut effacer en une nuit dix ans de coopération. Chaque fois que la France s'y engage, elle prend des coups, et c'est le Président qui les encaisse. Entre ce que ça coûte et ce que ça rapporte, y compris pour notre image, le compte n'y est pas.

Ousmane. Tu fais le bilan de l'année. Fais celui de 2040. Dans notre sol, il y a les minerais de vos batteries et de votre transition énergétique. Au cœur de l'Afrique, il y a la forêt du bassin du Congo, le deuxième massif forestier tropical du monde, qu'on appelle souvent le second poumon de la planète. Le carbone qu'elle absorbe compte pour nous tous : le climat se joue aussi chez nous. D'ici 2050, un milliard d'habitants de plus vivra sur notre continent : autant

de clients et de partenaires pour vos entreprises. Quant à l'instabilité, tu en fais une raison de partir mais elle ne disparaît pas quand vous partez. D'autres la récupèrent, et souvent contre vous : les routes de la drogue transitent par chez nous, le djihadisme se développe au Sahel, et les campagnes de désinformation qui visent la France trouvent chez nous leurs relais.

Le candidat. Sur l'économie et le climat, je peux l'entendre. Mon vrai problème est politique. Personne ne gagne une présidentielle avec l'Afrique.

Ousmane. Personne ne la gagne avec l'Afrique, c'est vrai. Mais on peut fracturer un pays avec elle. Des millions de Français ont de la famille sur le continent. Ils écoutent la manière dont vous parlez de leurs pays d'origine. Leurs enfants, nés ici, ne se reconnaissent déjà plus toujours dans la France. Si la seule Afrique de ta campagne est celle des embarcations et des expulsions, ils en concluront qu'ils ne comptent pas vraiment parmi les tiens. Ce que tu dis à Paris, on l'entend à Abidjan le soir même, et dans chaque famille française qui a des attaches chez nous. Fais de l'Afrique un problème, et elle le deviendra.

Le candidat. *(Il se tait un moment et remplit les deux verres.)* Ces visages, je les vois dans mes meetings. Et c'est vrai que je ne leur parle presque jamais. Dis-moi franchement : si nous tournions la page, qu'est-ce que la France perdrait, au fond ?

Ousmane. Une part d'elle-même. Vous n'êtes pas une puissance seulement hexagonale ; la France s'est toujours pensée porteuse d'un message plus large qu'elle. Vos Outre-mer, la francophonie, l'Afrique : c'est ce qui vous donne une voix plus forte que votre poids réel. Sans cela, vous devenez une puissance européenne moyenne, occidentale parmi d'autres, et ce recul-là ne se rattrape pas. Sur le climat, la santé mondiale, la réforme des Nations unies, rien ne se fera sans les voix africaines. Et à Bruxelles, quand on parle de l'Afrique, c'est encore vers vous qu'on se tourne. Pour combien de temps ?

Le candidat. Si je résume ce que tu me dis, c'est une nécessité géostratégique ; une chance ou un cauchemar pour notre avenir, si nous savons la saisir ; une urgence, parce que la fenêtre se referme vite. Mais il me reste une crainte. Si j'annonce une nouvelle initiative, vos dirigeants vont crier à la Françafrique.

Ousmane. Si tu ressors les vieux habits, certainement. Personne chez nous ne veut d'un nouveau tuteur. Il faut du neuf. Et ne commence pas par un grand discours. Sème tôt, sans bruit, dès les premiers mois.

Le candidat. Semer, c'est bien joli. Mais je connais la musique : on plante pendant cinq ans, et c'est le suivant qui coupe le ruban. Je ne vais pas dépenser mon capital politique pour la gloire de mon successeur.

Ousmane. *(Il rit.)* Je te reconnais bien là. Rassure-toi, tu n'attendras pas dix ans. La pleine récolte prendra du temps, mais les premiers fruits viendront vite. Quelques gestes justes la première année, et nos capitales le remarqueront instantanément.

Le candidat. Vos capitales oui, mais les Français ?

Ousmane. Tu veux redonner confiance à ton pays ? L'Afrique peut être le miroir de ce redressement : un président qui sait renouer avec son voisin le plus proche montre au monde qu'il s'est relevé. Et regarde l'asymétrie en face. Bientôt, l'Afrique n'aura plus besoin de la France. La France, elle, aura encore besoin de l'Afrique.

Le candidat. *(Après un silence.)* C'est dur à entendre.

Ousmane. Je préfère te le dire ce soir plutôt que tu le découvres à l'Élysée.

Le candidat. *(Il sourit.)* Tu as toujours su me vendre ce que je n'avais pas prévu d'acheter.

Ousmane. *(Levant son verre.)* Je ne te vends rien, je te mets en garde. Et si tu veux bien, je reviendrai dîner pour voir ce que tu en as fait.

Dans la voiture qui le ramène, le candidat reste un long moment silencieux. Puis il sort un bloc de post-it de sa poche et écrit :

Urgence, il faut relancer la relation française avec le continent africain rapidement.

Intégrer l'Afrique à notre projet politique.

Faire du neuf, il faut une rupture nette avec les politiques précédentes.

Pendant la campagne, ne pas faire de l'Afrique un problème.

Il colle le post-it au dos de son téléphone. Ousmane l'a convaincu de l'urgence d'une initiative française mais il lui reste à décider sur quels principes la fonder. La semaine suivante, il réunit chez lui quelques africanistes qui arpentent le continent depuis longtemps.